ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 3303

présenté par
Mme Janvier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 31 SEXIES, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 217-15 du code de la consommation, il est inséré un article L. 217-15-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 217-15-1. – Les constructeurs de véhicules à moteur, au sens de l'article L. 110-1 du code de la route, maintiennent la garantie mentionnée à l'article L. 217-15 du présent code, sauf dans des cas définis par voie réglementaire. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objectif de résoudre un vide juridique quant à l'impact de l'installation d'un boîtier de conversion bioéthanol sur la garantie constructeur d'un véhicule à moteur.

La position ferme des constructeurs qui opposent l'annulation de la garantie à toute volonté d'installer ce type de boîtier n'incite par les particuliers à y avoir recours. Pourtant, l'installation de boîtiers de conversion bioéthanol est réglementée par l'arrêté du 30 novembre 2017 qui stipule que le fabricant du boîtier garantit la préservation de l'intégrité des moteurs et des systèmes de post-traitements des émissions de polluants sur lesquels est installé un dispositif de conversion qu'il commercialise. Il doit aussi « assumer la responsabilité d'une détérioration éventuelle des moteurs et des systèmes de post-traitements due à l'installation de ce dispositif », et doit « en démontrer la capacité ».